



## **OCEANIE/PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE - Réaction du Secrétaire de la Commission pour les Communications sociales de la Conférence épiscopale à une éventuelle exécution collective de condamnés à mort**

Port Moresby (Agence Fides) – Sont en préparation les exécutions capitales de 13 hommes, condamnés pour crimes de piraterie et homicides voici quelques années. Les 13 condamnés se trouvent dans le couloir de la mort et, selon les moyens de communication de masse, « leurs jours sont comptés ». « Il est très improbable qu'ils verront un autre Noël » affirme un billet du quotidien The National. En 2013, la Papouasie Nouvelle Guinée a rétabli la peine de mort pour les crimes d'homicide, de viol aggravé et de vol à main armée. De hauts fonctionnaires ont voyagé longuement à l'étranger en 2013, cherchant à comprendre quelle pourrait être la modalité d'exécution la plus juste et la mieux adaptée au pays : injection létale, pendaison ou peloton d'exécution. Ils se sont ainsi rendus aux Etats-Unis, en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour. « Un jour, la nation se réveillera à la nouvelle de la première exécution capitale en 60 ans (la dernière eut lieu en 1954 NDR). Nous nous refusons de croire que les 13 condamnés seront exécutés ensemble. Par le biais d'un tel acte éclatant, la nation se gagnerait pour la première fois de son histoire, la une de tous les moyens de communication internationaux » commente pour l'Agence Fides le Père Giorgio Licini, PIME, Secrétaire de la Commission pour les Communications sociales de la Conférence épiscopale locale.

« Cela semble malheureusement l'attente du gouvernement et peut-être le désir de nombreux citoyens de Papouasie Nouvelle Guinée » remarque le missionnaire, signalant à Fides un autre problème : « Dans les débats informels, on s'interroge sur la figure des bourreaux qui devront être recrutés en dehors du pays pour éviter les rétorsions et de possibles affrontements tribaux au sein de la société. Comme de nombreuses années en arrière, on recrutera des mercenaires étrangers pour tuer la population de Papouasie Nouvelle Guinée. A ce qu'il semble, nous n'avons pas appris la leçon de l'histoire », conclut-il. (PA) (Agence Fides 28/01/2014)